

CEUX QU'IL FAUT CONNAITRE...

LE «C.E.T.E.S.» (*):

C'est bien d'un *Comité* qu'il faut parler et non d'un véritable mouvement, car, en vérité, le C.E.T.E.S. n'a pu ou su trouver des sympathies ou de larges auditoires dans les masses syndicales. Mais il a conquis, surtout par ses *Cahiers*, une notoriété incontestable et l'estime de bien des militants révolutionnaires.

Le C.E.T.E.S. constitue en fait un lien entre quelques militants syndicalistes de valeur essayant de lutter à l'intérieur de la C.G.T. pour une certaine formule syndicaliste. Certains de ses adversaires n'ont pas manqué d'assimiler le C.E.T.E.S. à une sorte de franc-maçonnerie syndicale, constituée de techniciens. Essayons de mettre les choses au point.

A côté de *Force Ouvrière*, tendance des ex-confédérés caractérisée par un anti-stalinisme sans conséquence et par l'abandon de l'action directe, à côté de *Front ouvrier*, tendance plus en contact avec les masses, mais manœuvrée par les troskystes, à côté de *Bien-être et Liberté*, d'esprit nettement libertaire, mais confiné dans l'idolâtrie de l'insuffisante *Charte d'Amiens* et sans influence réelle, le C.E.T.E.S. représente un syndicalisme qui a conservé l'esprit de démocratie intérieure, un apolitisme et un anti-étatisme incontestables, mais qui s'égare dans le syndicalisme de participation à la gestion.

Le C.E.T.E.S. veut que, dans le cadre du régime capitaliste, les travailleurs prennent une part de plus en plus active à la gestion, pensant qu'ainsi on s'acheminera vers la société syndicaliste (voire libertaire). C'est au fond, du réformisme sans étatisme, sans parlementarisme, c'est un peu l'anarcho-réformisme de l'ancienne C.G.T. de l'époque 1900-1914. Jouhaux ne fut-il pas des premiers à prôner le syndicalisme «*constructif*» orienté vers la gestion? Les réformistes de la *Fédération des Fonctionnaires* par exemple, les Le Léap, Bonissel, Breuillard (1) ne sont pas tellement loin du C.E.T.E.S. Le C.E.T.E.S., c'est Jouhaux moins la trahison, c'est la position des réformistes «*de gauche*» avec plus de netteté antipolitique. J'entends bien que les meilleurs militants du C.E.T.E.S. déclarent vouloir en arriver à des buts révolutionnaires. Mais les réformistes disent cela aussi!

En effet, le C.E.T.E.S., logique avec ses positions de principe, admet la *Sécurité sociale*, prône l'action dans les *Comités d'entreprises*, affirme qu'il faut viser à un «*progrès*» des nationalisations, faire «*un pas en avant vers la démocratie économique*».

Dangereuses illusions, dont certains camarades libertaires, attirés par l'anti-étatisme et l'allure scientifique du C.E.T.E.S., semblent dupes.

Le *Libertaire* a suffisamment démontré ce qu'il pouvait y avoir de dangereux dans la *Sécurité sociale*, écran de la misère du salarié dont on annihile la combativité par un néo-paternalisme.

Est-il possible, par ailleurs, de croire à la possibilité de «*participer*» à la gestion par les *Comités d'entreprises* surmenés par l'organisation des œuvres sociales? Il est utopique de considérer que les membres des C.E. puissent déborder les limites légales de leurs pouvoirs, et comment contrôler une comptabilité truquée mais techniquement irréprochable, établie par le patron?

(*) *Cercle d'Études Techniques, Économiques et Sociales. (Note A.M.).*

(1) Nous pouvons bien nous permettre cette franchise brutale avec ceux qui combattent sans loyauté quelquefois la C.N.T. Voir l'article de Breuillard dans l'*École du Grand-Paris*, n°18.

Quant aux nationalisations, il est impossible d'améliorer. Il faudrait changer la nationalisation en collectivisation ou syndicalisation, et ce serait revenir à la révolution (2).

Ne vaudrait-il pas mieux toujours penser net et parler clair?

Car s'il faut que les travailleurs s'initient à la gestion, ils le feraient bien plus certainement par le contrôle ouvrier de la production (rôle qui ne peut être rempli par les C.E.) exercé à tous les échelons de l'entreprise, ce qui entraîne la participation de bien des militants, - et non l'action de quelques membres d'un *Comité*, - qui se transforment insensiblement en défenseurs des intérêts de l'entreprise (et non des travailleurs). La combativité des producteurs se réveillera plus facilement par la revendication permanente que par l'«*amélioration*» de la *Sécurité sociale* ou des nationalisations.

Si demain les ouvriers de chez Renault prenaient les usines, ils pourraient les faire tourner parce qu'ils ont entraîné les techniciens dans l'action revendicative, et non pas grâce à la représentation du personnel dans l'organisme de direction de la Régie, car de cet organisme les grévistes ne purent même pas obtenir de renseignements sur la gestion, ni de raisons financières à son opposition aux revendications.

En fait, le C.E.T.E.S., transformé depuis peu en U.C.E.S. (*Union des Cercles d'Études Syndicalistes*) se trouve condamné par son leitmotiv de «*démocratie économique*» et par une sorte de réformisme qui pourrait se résumer en cette formule, - «*La révolution par l'action dans les Comités d'entreprises*», - à recruter surtout des techniciens que les positions du syndicalisme-révolutionnaire proprement dit peuvent effaroucher.

Nous ne nions pas qu'il y ait là un résultat intéressant. Mais attention à la technocratie, au régime des directeurs que le C.E.T.E.S. prétend vouloir combattre?

Être contre l'étatisme et contre le capitalisme privé, c'est bien. Revendiquer l'indépendance du syndicalisme et le fédéralisme, c'est bien. Mais il faut préciser aussi sur quels principes on veut bâtir la société nouvelle gérée par les travailleurs. Sera-ce sur une hiérarchie des salaires ou sur la suppression du salariat? La négation de l'État suffit, à condition qu'on la précise. Sinon, on peut très bien, après l'avoir détruit, le ressusciter sous une autre forme.

Ce que nous devons de positif au C.E.T.E.S., et sans formuler de réserves, ce sont ses *Cahiers* dont les études sont de petites merveilles d'analyses de précision et de documentation. Et nous savons bien que des libertaires y participent. Mais on peut se demander comment ils font pour admettre par ailleurs la tendance générale du C.E.T.E.S.

Nous savons aussi que les animateurs du C.E.T.E.S. sont sincères et parfaitement désintéressés. Mais sont-ils sûrs de ne pas s'égarer, ou de ne pas obéir avec les meilleures intentions et la meilleure foi du monde à d'obscurs penchants vers la dégénérescence réformiste?

Notre position est donc de sympathie, tempérée de prudence...

Georges FONTENIS,
(FONTAINE).

(2) Ce n'est pas que nous n'admettions pas la lutte pour certaines conquêtes même dans le cadre du régime actuel, mais à condition que ces conquêtes soient d'essence révolutionnaire et qu'elles nécessitent une action continue (par exemple: la réduction du temps de travail, le contrôle de la production, l'échelle mobile, le resserrement de l'éventail des salaires).